



L'IEDOM a démarré le 2 mai la mise en circulation du nouveau billet de 5 € de la série « Europe ». La distribution auprès du grand public est assurée depuis cette date par l'intermédiaire des guichets et de certains distributeurs automatiques de billets des établissements de crédit. Cette mise en circulation est simultanée dans l'ensemble de la zone euro.

Le nouveau 5 €, premier de la nouvelle série « Europe », bénéficie des progrès technologiques réalisés dans l'impression des billets depuis l'introduction de l'euro, il y a plus de dix ans. Les signes de sécurité ont été perfectionnés et rendront les billets encore plus sûrs. Ces signes de sécurité, intégrés dans l'ensemble des nouveaux billets, sont faciles à vérifier grâce à la méthode consistant à « toucher, regarder, incliner ».

Ainsi, le filigrane et l'hologramme montrent un portrait d'Europe, personnage de la mythologie grecque qui a donné son nom à la nouvelle série de billets. Un élément visible au premier coup d'œil est le nombre émeraude, qui change de couleur, passant du vert émeraude au bleu profond, et produit un effet de lumière qui se déplace de haut en bas et de bas en haut. Enfin, de petites lignes imprimées en relief sur les bordures, à gauche et à droite du billet, permettent, notamment aux aveugles et aux malvoyants, de reconnaître facilement le billet.

Ces nouveaux billets constituent une évolution. Ils conservent le graphisme et les différentes couleurs dominantes de la première série mais sont faciles à distinguer de leurs prédécesseurs. Dans un premier temps, les nouveaux billets coexisteront avec ceux de la première série. Les anciens seront retirés progressivement de la circulation avant de cesser définitivement d'avoir cours légal, à une date qui sera annoncée longtemps à l'avance. Toutefois, ils conserveront leur valeur sans limite de temps et pourront être échangés à tout moment à l'IEDOM et dans les banques centrales de l'Eurosystème.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Lors de sa réunion du 2 mai 2013 à Bratislava, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,50 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Ces décisions sont compatibles avec de faibles tensions inflationnistes sous-jacentes à moyen terme. Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et du crédit demeurent atones. Dans le même temps, la morosité du climat des affaires a persisté au printemps de cette année. La baisse des taux d'intérêt devrait contribuer à soutenir les perspectives d'une reprise se produisant plus tard dans l'année. Dans ce contexte général, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. ».

M. Draghi a également indiqué que « Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire. (...) ». En particulier, le Conseil des gouverneurs insiste sur le caractère crucial du futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et d'un mécanisme de résolution unique (MRU) dans le processus de retour vers un système bancaire intégré. Ces deux mécanismes doivent donc être mis en place rapidement ».

2 - Commission européenne

La Commission a publié le 3 mai ses prévisions économiques du printemps 2013 : « l'économie de l'UE devrait se stabiliser au premier semestre 2013. Selon les projections, la croissance du PIB va progressivement redevenir positive au second semestre 2013, avant d'accélérer plus fortement en 2014. La demande intérieure restant freinée par un certain nombre d'obstacles typiques des lendemains de crises financières profondes, la demande extérieure devrait être le principal moteur de la croissance cette année. (...) ». On prévoit désormais, pour cette année, une croissance annuelle du PIB de -0,1 % dans l'ensemble de l'UE et de -0,4 % dans la zone euro. En 2014, l'activité économique devrait croître de 1,4 % dans l'ensemble de l'UE et de 1,2 % dans la zone euro. »

3 - Eurostat

Eurostat a publié le 13 avril le bilan du tourisme dans l'UE27 en 2011. Il en ressort qu'en 2011, « les résidents de l'UE27 ont effectué 1,0 milliard de séjours touristiques, dont environ un quart en dehors de leur pays de résidence. Un examen plus détaillé de ces séjours à l'étranger révèle que l'Espagne a été la première destination à l'étranger des résidents de l'UE27 en 2011 (13 % de l'ensemble des séjours à l'étranger), suivie de l'Italie et de la France (9 % chacun). Il convient de noter que ces chiffres se rapportent aux séjours touristiques effectués uniquement par les résidents de l'UE. Ils n'incluent pas les voyages effectués dans l'UE par les non-résidents de l'UE (Les touristes provenant de pays en dehors de l'UE27 représentaient 11 % de l'ensemble des nuitées effectuées dans les établissements d'hébergement touristique dans l'UE27.) »

Actualités législatives

1 – Projet de loi relatif à la consommation

Le projet de loi relatif à la consommation a été présenté en Conseil des ministres le 2 mai 2013. Il vise notamment à mettre en œuvre de nouvelles mesures pour lutter contre le surendettement des ménages. Le crédit renouvelable sera mieux encadré. Le Gouvernement va par ailleurs adresser une demande d'avis au Conseil d'Etat pour préparer un amendement du Gouvernement visant à instaurer un registre national des crédits. Ce registre a pour vocation de responsabiliser le prêteur au moment d'octroyer un nouveau crédit en donnant accès à une vision fidèle et exhaustive des emprunts déjà contractés par le consommateur.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/consommation>

2 - Décret n° 2013-383 du 6 mai 2013 pris pour l'application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière

Ce décret transpose les dispositions de nature réglementaire de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il précise les conditions de l'exemption d'agrément d'établissement de monnaie électronique prévue par l'article L. 525-5 du code monétaire et financier ainsi que le plafond de monnaie électronique permettant à certains établissements de monnaie électronique de bénéficier d'un régime prudentiel dérogatoire.

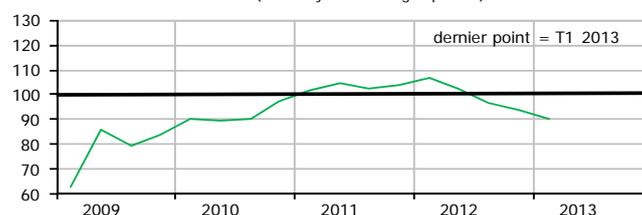
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000027396861&dateTexte&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

La dégradation du climat des affaires se confirme

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en baisse en Guadeloupe au premier trimestre 2013 (-3,5 points) pour le quatrième trimestre consécutif. Il est sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période (-9,6 points) et tombe à son niveau de début 2010. Cette diminution s'explique par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur leur activité et les délais de règlement de la clientèle. La trésorerie est également jugée dégradée et devrait rester mal orientée le trimestre prochain. En dépit de cette nouvelle détérioration de la conjoncture, les intentions d'investir à un an restent majoritairement positives.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

La note Premières tendances est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site <http://www.iedom.fr>

Mise en circulation du nouveau billet de 5 euros



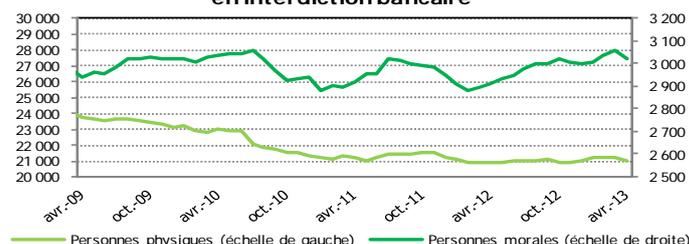
La mise en circulation du nouveau billet de 5 €, premier de la nouvelle série baptisée « Europe », a démarré le jeudi 2 mai 2013 en Guadeloupe comme dans l'ensemble de la zone euro. Bénéficiant des progrès technologiques réalisés depuis l'introduction de l'euro, ses nouveaux signes de sécurité intégrés sont faciles à vérifier par des méthodes de « toucher, regarder, incliner ». Les anciens billets seront progressivement retirés du circuit monétaire avant de cesser d'avoir cours légal, à une date qui sera communiquée longtemps à l'avance. Toutefois, ils conserveront leur valeur sans limite de temps et pourront être échangés à tout moment à l'IEDOM ainsi que dans les banques centrales de l'eurosysteme.

Vulnérabilité des agents économiques : des tendances contrastées

Au 30 avril 2013, le stock d'incidents de paiement par chèque recensé en Guadeloupe et dans les îles du Nord par le fichier central des impayés de la Banque de France s'élève à 147 047, soit un recul de -2,6 % en glissement annuel.

À fin avril, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'élève à 20 981 et est en revanche en hausse de +0,2 % sur un an. Parallèlement, on compte 3 022 personnes morales en interdiction bancaire, correspondant à une progression de +4 % sur un an, signe d'une tension de la trésorerie des entreprises.

Nombre de personnes physiques et morales en interdiction bancaire



Source : IEDOM

Bilan de la médiation de crédit : un taux de réussite de 38,1 % à fin avril 2013

Depuis son lancement en novembre 2008, 186 entreprises ont saisi la médiation départementale du crédit en Guadeloupe. 129 dossiers complets et respectant les critères de médiation ont été acceptés et pris en charge par le médiateur, soit un taux d'éligibilité de 66,7 %. Parmi ces dossiers, 126 ont été instruits jusqu'à terme, dont 48 ont obtenu un avis favorable se traduisant par l'obtention d'un financement. Le taux de réussite du dispositif s'établit ainsi à 38,1 % au 30 avril 2013. Le dispositif de médiation, qui a été renouvelé en mars 2013 jusqu'à fin 2014, a permis depuis sa création de débloquer en Guadeloupe 32,6 millions d'euros de crédit et de préserver 1 631 emplois. Pour toute information : <http://www.mediateurducredit.fr> ou mediation.credit.971@iedom-guadeloupe.fr.

Parution de la note IEDOM « Guadeloupe's economy in 2012 : sluggish activity »

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier en langue anglaise la note relative à la conjoncture économique et financière à la Guadeloupe en 2012, « Guadeloupe's economy in 2012 : sluggish activity ». Cette publication est librement téléchargeable sur le site : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le tissu productif guadeloupéen : des petites aux grandes entreprises

Selon l'étude de l'INSEE publiée fin avril 2013, près de 27 000 entreprises du secteur marchand hors agriculture sont implantées en Guadeloupe en 2010, employant 47 000 salariés. La très grande majorité, 26 000 entreprises (96,3 %), sont des microentreprises (moins de 10 salariés et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 2 millions €) surtout présentes dans le commerce et la construction. De l'autre côté, 74 grandes entreprises hexagonales (qui réalisent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1,5 milliard €) ont des établissements en Guadeloupe et y emploient 8 600 salariés.

L'emploi à domicile en baisse au quatrième trimestre 2012

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), la masse salariale nette de l'emploi à domicile en Guadeloupe chute de -14,8 % au quatrième trimestre 2012 (en glissement annuel). À l'échelle nationale le repli est moindre (-1,8 %). De plus, le volume horaire déclaré enregistre une diminution de -18,4 % en Guadeloupe contre -4,4 % pour l'ensemble de la France. En revanche, l'activité des assistantes maternelles dans la région s'avère dynamique : les taux de croissance de la masse salariale nette et des heures déclarées s'élèvent respectivement à 8,5 % et 3,5 %, contre 4 % et 1,2 % au national.

Réactivation de la commission départementale de financement de l'économie

À l'initiative de la préfète de Guadeloupe, la commission départementale de financement de l'économie (CDFE) s'est réunie le 11 avril à Basse-Terre. Chambres consulaires, fédérations socioprofessionnelles, organisations patronales, banques, experts-comptables, représentants des collectivités locales et services de l'État se sont notamment penchés sur l'accès au financement des très petites entreprises. L'IEDOM a présenté les données récentes relatives au financement de l'économie.

Une nouvelle tarification pour l'énergie éolienne

La ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie, Delphine Batho, a publié le 3 avril 2013 la nouvelle grille de tarification concernant l'électricité éolienne produite avec stockage dans les zones cycloniques. L'électricité produite par les installations n'ayant pas fait l'objet d'un programme de défiscalisation bénéficie désormais d'un prix de rachat plus attractif (230 €/MWh) que précédemment (110 €/MWh).

Le sénat adopte la prorogation du « dispositif Binot »

Le 2 avril 2013, le sénat a prorogé le bonus sur les bas salaires en Outre-mer mis en place en 2009. D'un montant annuel maximum de 1 500 € et réservé aux actifs percevant au plus 1,2 fois le Smic, il concernerait 51 600 salariés en Guadeloupe. Ainsi, jusqu'au 31 décembre 2013, cette « prime exceptionnelle de vie chère » continuera d'être exonérée de charges sociales.

Premier salon des consommateurs au World trade center de Jarry

À l'occasion de la journée mondiale des droits des consommateurs, sept associations en partenariat avec la Région Guadeloupe et avec le soutien des services de l'État, ont organisé le premier salon des consommateurs les 15 et 16 mars. Le service « Particuliers » de l'IEDOM y a tenu un stand sur le surendettement et sur le service « Infobanque ». Un portail internet [zoban](#) dédié à la défense des intérêts consommateurs a été ouvert le 7 mai.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Une nouvelle présidente pour la COM de Saint-Martin

Le 17 avril, Aline Hanson a été élue présidente de la Collectivité d'Outre-mer de Saint-Martin. Unique candidate proposée par le parti RRR (Rassemblement, Responsabilité, Réussite), elle occupait le poste de première vice-présidente et succède ainsi à Alain Richardson, dont l'élection a été invalidée par le Conseil d'État après le rejet de ses comptes de campagne 2012. Les seize membres du RRR au conseil lui ont attribué leur voix, tandis que les cinq membres de l'opposition se sont abstenus, deux élus étaient absents.

Cinquième sommet de l'AEC (Association des États de la Caraïbe)

Le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, s'est rendu à Port-au-Prince (Haïti), où s'est tenu les 25 et 26 Avril 2013 le cinquième sommet de l'AEC. Cette organisation rassemble 25 pays de la grande Caraïbe et 6 membres associés dont la France et désormais la Guadeloupe et la Martinique. En tant que représentant du Président de la république et ministre des Outre-mer, Victorin Lurel a réaffirmé l'intérêt de la France, et particulièrement des DFA, pour cette organisation qui se définit comme le vecteur de l'intégration régionale et du développement des échanges dans l'espace caribéen.

Retrait d'EDF du projet Géothermie Caraïbes

EDF a annoncé le 11 avril son retrait du projet Interreg Géothermie Caraïbes, invoquant un taux de rentabilité insuffisant (8 à 9 %). Lancé en 2008, ce projet d'une centrale géothermique à la Dominique approvisionnant également la Martinique et la Guadeloupe, d'un montant de 7,8 millions €, réunit la Dominique, l'État, la Région Guadeloupe, la Région Martinique, l'AFD, l'ADEME et le BRGM.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : Insee)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Mars	2013	130,1 127,4	0,8 % 0,8 %	1,9 % 1,0 %
Demandeurs d'emploi <i>(Source : Direccte)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) <i>(données CVS)</i>		Mars	2013	60 050	1,3 %	4,1 %
Octroi de mer <i>(Source : DRFip)</i>	Recettes de TVA et d'octroi de mer <i>(en milliers d'euros)</i>		Février	2013	34 950	-31,8 %	-12,0 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en cumul - millions d'euros) Importations - (en cumul - millions d'euros)		Mars	2013	61,0 660,6	- -	12,0 % 4,8 %
Créations d'entreprises <i>(Source : Insee)</i>	Nombre d'entreprises créées <i>(hors auto-entreprises)</i>		Mars	2013	339	-15,9 %	-36,8 %
Vulnérabilité des ménages <i>(Source : ledom)</i>	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Cumul annuel		1 178	-	-18,6 %
			Avril	2013	20 981 636	-1,2 % -	0,2 % 46,9 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers (hors transit)		Mars	2013	191 056	8,3 %	5,1 %
			Cumul annuel		543 497	-	-3,5 %
Trafic maritime <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Mars	2013	306 206	11,7 %	8,6 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				90 990	2,5 %	9,8 %
Fréquentation des hôtels classés <i>(Source : Insee)</i>	Nombre de nuitées <i>(en milliers)</i>		Décembre	2012	109	35,0 %	-4,8 %
			Cumul annuel		1 048	-	-2,5 %
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Avril	2013	1 252	-1,8 %	5,7 %
			Cumul annuel		4 972	-	-4,8 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Avril	2013	20 731	0,2 %	6,3 %
			Cumul annuel		83 288	-	-0,5 %

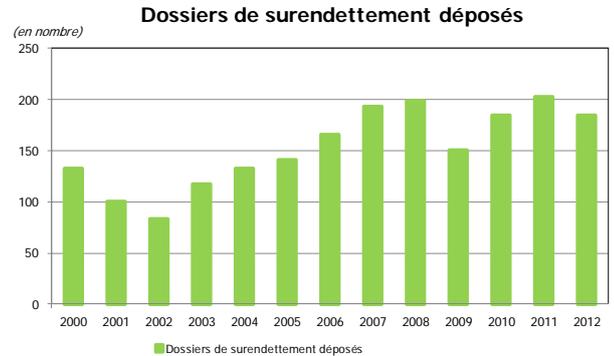
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Moyens de paiements

Au 31 décembre 2012, il est recensé 2 902 terminaux de paiements électroniques installés chez les commerçants en Guyane, soit une hausse de 1,8 % sur un an (+ 52 terminaux), après une baisse de 1,6 % en 2011. En 2012, 6,4 millions de transactions de paiement ont été enregistrées (+ 18,3 % sur un an) pour un chiffre d'affaires total de 343 M€ (+ 16,5 % par rapport à 2011), ce qui représente un montant de facturation moyen par terminal de 118 267 € (+ 14,4 % sur un an) et un paiement moyen par transaction de 54 € (-1,5 % par rapport à 2011).

Surendettement

Sur l'année 2012, 185 dossiers de surendettement ont été déposés, en baisse de 8,9 % par rapport à 2011 et 125 plans conventionnels ont été conclus (- 18 % sur un an). Le nombre stabilisé des plans conventionnels définitivement traités au cours de l'année 2012, tenant compte de dossiers qui étaient en attente, s'élève à 203 dossiers. Sur les cinq dernières années, plus de 9 dossiers sur 10 ont été jugés recevables (94 %) et pour 65 % d'entre eux, un plan conventionnel a été conclu en Guyane.



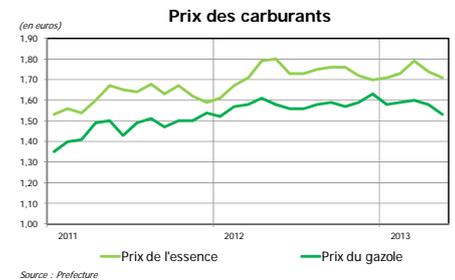
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe à compter du 1^{er} mai 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,71 € / litre pour l'essence (- 4 centimes) et 1,53 € / litre pour le gazole (- 5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,54 €, soit une diminution de 32 centimes.

Prix à la consommation

En mars 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse en Guyane (+ 0,2 %), porté par celle des prix de l'énergie (+ 2,0 %) et de l'alimentation (+ 0,2 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,7 %, principalement tiré par la progression des prix de l'alimentation (+ 3,4 %), des services (+ 1,4 %) et de l'énergie (+ 3,5 %). L'augmentation des prix en Guyane est inférieure à celle constatée aux Antilles (Guadeloupe + 1,9 %, Martinique + 2,0 %), et à La Réunion (+ 2,2 %). Elle est toutefois supérieure à l'évolution enregistrée pour la France entière (+ 1,0 %).



Exploration pétrolière

La compagnie pétrolière britannique Tullow Oil, membre du consortium dirigé par Shell pour l'exploration pétrolière au large de la Guyane, a annoncé l'échec du 3^{ème} forage d'exploration « Priodontes-1 », qui avait débuté en janvier. Pour autant, cet aléa ne met pas fin à la prospection puisque plusieurs forages restent programmés pour l'année 2013, le forage du quatrième puits, « Cebus », ayant débuté au début du mois de mai.

Spatial

Le lanceur Vega a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, 3 satellites d'observation : Proba-V, VNREDSat-1 et ESTCube-1. Il s'agit du 2^{ème} décollage pour le petit lanceur européen, 15 mois après son vol inaugural effectué le 13 février 2012. Proba-V, d'une masse de 140 kg, est destiné à cartographier la couverture végétale et ses variations à la surface du globe. Conçu par l'entreprise spatiale européenne Astrium pour le compte de l'Académie des sciences et technologies du Vietnam, VNREDSat-1, d'une masse de 115 kg, permettra de mieux surveiller les effets du changement climatique, prévoir les catastrophes naturelles, ou encore optimiser la gestion de ses ressources. ESTCube-1 est un micro-satellite universitaire estonien (1,3 kg). Il testera dans l'espace une voile solaire électrique et contribuera à la recherche spatiale en Estonie. Le nouveau PDG d'Arianespace, Stéphane Israël, a assisté au lancement, ainsi que son prédécesseur, Jean-Yves Le Gall, aujourd'hui président du Cnes. C'était une première pour les deux hommes dans leurs nouvelles fonctions respectives.

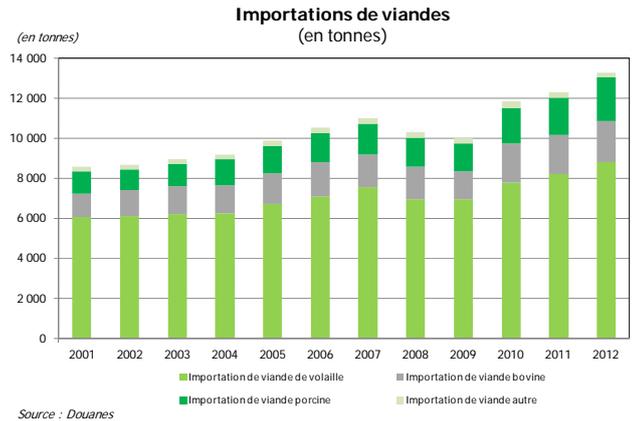
Orpaillage

Une réponse envisagée à l'orpaillage illégal vise à installer plus rapidement des opérateurs légaux sur les sites clandestins après le passage des opérations Harpie. En plus d'empêcher le retour des orpailleurs illégaux sur les sites concernés, cette procédure d'installation permettrait de redynamiser le secteur minier guyanais et d'assurer une exploitation suivant les règles environnementales en vigueur jusqu'à l'épuisement de la ressource et la réhabilitation du site. Une déclaration d'intention en ce sens avait déjà été signée le vendredi 15 février 2013 entre l'Etat, le Conseil régional et la Fedom-G. Elle permet d'installer rapidement, via une procédure d'octroi d'AEX (Autorisation d'exploitation) accélérée, et de sécuriser une entreprise légale pré-positionnée, dont le dossier aura été validé au préalable par une commission d'étude composée de l'Agence régionale de développement (ARD), de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des opérateurs miniers de Guyane et du Pôle technique minier de la Guyane (PTMG). Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en ce sens le 22 avril 2013, pour préparer le vivier d'entreprises minières opérationnelles, préalable au lancement d'appels à projet.

Agroalimentaire

En 2012, 13 266 tonnes de viande destinées à la consommation humaine ont été importées en Guyane, soit 55 kilos de viande par habitant en moyenne. La viande de volaille concerne les deux tiers de ces importations (8 770 tonnes), suivie de la viande porcine (2 193 tonnes, soit 16,5 % du total), et de la viande bovine (2 061 tonnes, soit 15,5 %) Enfin, 241 tonnes de viandes d'autres types (chevaline ou ovine, notamment) ont été importées.

Ces importations représentent la majorité de la consommation locale, compte tenu des faibles volumes produits dans le département. Les abattages de viandes bovines et porcines en Guyane ont néanmoins progressé en 2012, atteignant respectivement 312 tonnes (+ 1,6 %) et 359 tonnes (+ 6,5 %).



ACTUALITES REGIONALES

Pétrole

L'Agence nationale du pétrole du Brésil a mis aux enchères 289 blocs pétroliers (baux permettant la recherche et l'exploitation du pétrole) dans le Nord et le Nordeste : 166 en mer, « off-shore », dont 72 en eau profonde, et 123 sur terre, « on-shore ». L'ensemble de ces blocs qui cumule une surface de 155 800 km², a ainsi rapporté plus d'un milliard d'euros à l'Etat brésilien.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑ Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mars-13	126,9	[0,2%]	[1,7 %]	Insee
		↓ Prix administré du litre d'essence	Mai-13	1,71	[-1,7%]	[-5,0%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑ Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mars-13	19 706	[1,6%]	[9,7%]	Pôle emploi
		↓ Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-12	8 265	[-1,2%]	[6,5%]	Pôle Emploi
		↓ Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Févr-13	14 856	[-1,5%]	[8,6%]	Caf
CONSUMMATION	↓ Prestations nettes versées (1)	Févr-13	8,0 M€	[-0,9%]	[15,7%]	Caf	
		Cumul	16,0 M€		[11,4%]		
	↓ Recettes d'octroi de mer	Déc-12	10,8 M€	-12,2%	-3,1%	Douanes	
	↑ Importations de biens de consommation (BC) (3)	Mars-13	13,9 M€	10,1%	23,3%	Douanes	
INVESTISSEMENT	↑ Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Avr-13	318	5,8%	-1,0%	Somafi	
		Cumul	1 257		[-10,0%]		
	↓ Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Mars-13	40,2 M€	-0,1%	61,4%	Douanes	
COMMERCE EXTERIEUR	↓ Ventes de véhicules utilitaires	Avr-13	71	-4,8%	-26,0%	Somafi	
		Cumul	261		[-26,5%]		
	↑ Exportations (3)	Mars-13	35,9 M€	63,2%	150,9%	Douanes	
	↓ Importations (3) (4)	Mars-13	67,4 M€	-11,1%	67,3%	Douanes	
		Cumul	108,7 M€		22,2%	Douanes	
		Cumul	373,9 M€		33,2%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à Mai-13	2 tirs (1 Ariane 5, 1 Vega)		3 tirs à Mai-12	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à Mai-13	5 satellites		5 satellites et 1 ATV*	
	BTP	↓ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Avr-13	7 841 tonnes	-3,6%	-13,2%	Ciments guyanais
			Cumul	30 372 tonnes		-2,4%	
	INDUSTRIE	↓ Exportations d'or en volume (3)	Mars-13	25 kilos	-81,1%	-85,1%	Douanes
		↓ Exportations d'or en valeur (3)	Mars-13	1,0 M€	-67,4%	-70,6%	Douanes
		↓ Cours de l'once d'or	Mars-13	7,5 M€		-42,7%	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑ Grumes sorties de forêt	Déc-12	20 767 m3	89,0%	228,8%	ONF
			Cumul	74 878 m3		1,9%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓ Exportations de crevettes (3)	Mars-13	46 tonnes	-59,5%	-34,5%	Douanes
↓ Exportations de poissons (3)		Mars-13	153 tonnes	-26,2%	-12,0%	Douanes	
Exportations de riz (2) (3)		Mars-13	65 tonnes		18,9%	Douanes	
		Cumul	180 tonnes		239,4%		
TOURISME	↑ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Janv-13	0 tonne	n.s.	n.s.	Douanes	
	↓ Nombre de nuitées	Janv-13	33 580	4,7%	9,1%	CCIRG	
		Cumul	33 580		9,1%		
		Déc-12	27 000	-15,6%	-18,8%	Insee	
		Cumul	345 000		-0,3%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RM. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement : hausse du nombre de dossiers déposés

Au premier trimestre, le nombre de dossiers déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement est en progression de 5,9 % sur un an. Le mois de mars connaît une hausse sensible (65 dossiers déposés contre 54 un an plus tôt), en lien avec les actions de communication menées par l'IEDOM autour du dispositif. Les dépôts de dossiers restent toutefois trois fois moins importants que dans l'hexagone (1,4 dossier pour 1 000 habitants à la Martinique en 2012). Outre des réticences à l'encontre d'une procédure qui peut sembler complexe, cet écart pourrait être également lié à une plus grande entraide familiale, mais aussi à un souci d'image.

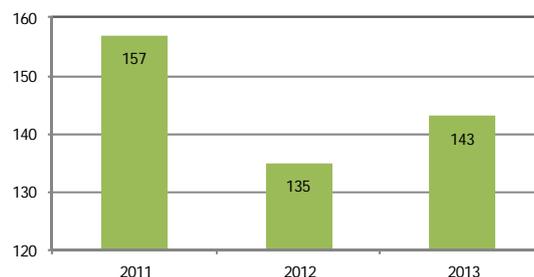
Climat des affaires : stabilité au premier trimestre

L'IEDOM a publié les premiers résultats de son enquête trimestrielle de conjoncture. Le climat des affaires est stable au premier trimestre, mais reste dégradé : l'indicateur du climat des affaires se situe à un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période. De même, les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise sont orientées à la baisse. Les principaux résultats de l'enquête sont disponibles sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr.

Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers : publication de l'enquête semestrielle

L'IEDOM a publié les résultats de l'enquête réalisée au 1^{er} avril par l'Observatoire des tarifs bancaires. Cette enquête semestrielle recense les tarifs applicables aux particuliers, dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon, tels qu'ils ressortent des documents publics de tarification des établissements de crédit. S'agissant de la Martinique, l'enquête fait apparaître que la moitié des tarifs moyens sont inférieurs ou égaux aux tarifs hexagonaux (7 tarifs sur 14 issus de l'extrait standard). L'enquête est disponible sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr.

Dossiers de surendettement déposés à fin mars (cumul)



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

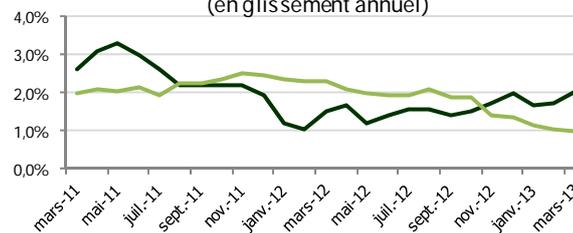
Inflation : progression des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 130,4 à fin mars 2013, en hausse de 0,6 % par rapport au mois précédent.

Au premier trimestre, l'IPC progresse de 1,0 %, principalement en raison du renchérissement des prix des services (+1,2 %) et de l'énergie (+2,8 %).

Sur un an, l'indice progresse de 2,0 %, (1,0 % en métropole). Cette évolution s'explique par une progression de l'ensemble des prix, notamment ceux de l'alimentation (+4,3 %) et des services (+1,5 %), les prix de l'énergie et des produits manufacturés contribuant dans une moindre mesure à la hausse générale.

Indices des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : INSEE

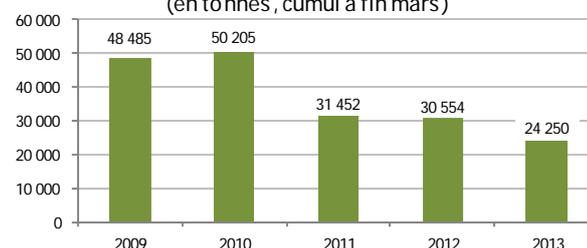
Bananes : début d'année difficile

Au premier trimestre, les expéditions de bananes sont en repli de 20,6% en glissement annuel. Elles atteignent 24 250 tonnes contre 30 554 en mars 2012.

Malgré ce début d'année peu favorable, la profession estime à 200 000 tonnes la production pour l'année 2013. Toutefois, la concurrence de la banane-dollar pourrait s'accroître et conduire à un effritement des prix.

Pour mémoire, la banane antillaise a bénéficié en 2012 d'un contexte favorable, permettant un meilleur écoulement sur ses marchés historiques. Aux Philippines, un typhon a eu pour conséquences l'approvisionnement du marché asiatique en banane-dollar et un relâchement de la concurrence sur le marché européen. En Equateur, une épidémie de cercosporiose a également permis de réduire la pression concurrentielle vis-à-vis de la banane antillaise. La demande se maintenant parallèlement à la baisse de l'offre, les prix de la banane antillaise étaient orientés à la hausse en 2012.

Expéditions de bananes (en tonnes, cumul à fin mars)



Source : DIECCTE

Aérien : vol inaugural d'American Airlines entre Miami et Fort-de-France

Le 6 avril, la compagnie American Airlines a effectué le vol inaugural de sa nouvelle liaison entre Miami et Fort-de-France. La Martinique est désormais reliée sans escale à Miami, à raison d'un aller-retour chaque samedi. Les rotations s'effectuent sur des Boeing B737-800 pouvant accueillir 150 passagers.

Emploi : publication de l'enquête « Besoin en main d'œuvre »

L'enquête annuelle « Besoin en main d'œuvre », qui mesure les intentions d'embauche des entreprises pour l'année à venir, a été rendue publique par Pôle emploi le 26 avril. Il ressort de l'enquête que les entreprises martiniquaises envisagent 7 019 recrutements en 2013, niveau comparable à celui de 2012. L'activité de services concentre désormais 69 % des besoins (en hausse de 13 % en nombre par rapport à 2012). L'enquête révèle également que la proportion des besoins à caractère saisonnier atteint 20,7 % (24,7 % l'année passée).

Octroi de mer et TVA : évolutions contrastées

Les recettes d'octroi de mer sont en recul au premier trimestre (-1,9 % à 43,2 millions d'euros), en lien avec la baisse des importations, alors que les recettes de TVA progressent (+5,3 % à 42,7 millions d'euros). Ces évolutions confirment un début d'année incertain sur le plan économique.

Visite de la ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme : activation du Contrat de destination

La ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, Sylvia Pinel, était en visite à la Martinique, le 18 avril. Elle a présenté le Pacte pour l'artisanat, outil qui s'applique à l'échelle nationale et permet la valorisation des métiers à travers des contrats d'objectifs conclus avec les chambres de métiers. Elle a également proposé l'activation du Contrat de destination, dispositif réunissant l'ensemble des acteurs publics et privés du secteur touristique, qui est géré par Atout France, l'agence d'Etat de promotion du tourisme (au Conseil d'administration de laquelle siège le Comité martiniquais du tourisme).

Visite du ministre de la Défense : maintien annoncé des effectifs militaires aux Antilles

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, était à la Martinique les 3 et 4 mai. A l'occasion de sa visite, il a annoncé que le format actuel des Forces armées aux Antilles serait maintenu (alors que le nouveau Livre Blanc de la Défense prévoit 24 000 suppressions de postes à l'échelle nationale et que les effectifs militaires sont en baisse aux Antilles depuis la mise en application de la précédente loi de programmation militaire).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Relations avec Sainte-Lucie : visite du ministre des Affaires étrangères

Le 17 avril, le préfet de la Martinique, Laurent Prévost, a reçu le ministre des Affaires étrangères de Sainte-Lucie, Alva Baptiste, afin d'évoquer plusieurs sujets de sécurité, tels que la lutte contre le trafic de drogue et la coopération judiciaire. Les questions de coopération économique ont également été abordées.

Association des Etats de la Caraïbe : 5^e sommet à Port-au-Prince

Le 5^e sommet de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) s'est tenu à Port-au-Prince du 23 au 26 avril. L'AEC est un espace de dialogue créé en 1994 qui réunit 25 Etats de la région et 6 membres associés. L'adhésion de la Martinique comme membre associé de l'AEC a été entérinée lors de ce sommet, ce qui renforce les perspectives de coopération et d'intégration régionale.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars 2013	130,4	0,6 %	+2,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2013	44 265	0,1 %	+4,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- février 2013	22 076	-1,8 %	-1,1 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2012	39 147	+1,0 %	+4,8 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- février 2013	180,9	-14,3 %	-2,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- février 2013	27,0	+85,9 %	-38,4 %
	Taux de couverture mensuel		14,8 %		-8,6 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- février 2013	40,5	-5,1 %	+3,3 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- février 2013	83,1		+2,8 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2013	17 382	-0,8 %	-0,8 %
	Retraits de cartes bancaires	- mars 2013	4 924	-	-2,3 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- février 2013	148 806	+0,4 %	-3,3 %
		- cumul annuel	296 952		-2,5 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mars 2013	17 989	-34,1 %	+25,7 %
		- cumul annuel	73 265		+42,3 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2013	16 024	+20,4 %	-6,3 %
		- cumul annuel	43 664		-10,7 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- avril 2013	770	+16,3 %	-0,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- avril 2013	169	+16,6 %	+25,2 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		939		+3,2 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

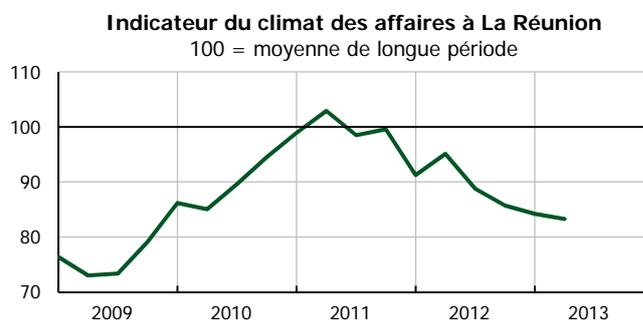
Nouveau repli du climat des affaires au 1^{er} trimestre 2013

Les premiers résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par l'Institut montrent une nouvelle dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) au premier trimestre 2013. Il s'établit ainsi à 83,2 points. L'ICA continue ainsi de s'éloigner de sa moyenne de longue période. Son recul est néanmoins moins prononcé qu'aux trimestres précédents (- 0,9 point).

La composante future de l'ICA (qui résume les anticipations des entrepreneurs pour le trimestre à venir) explique la baisse de l'indicateur.

Dans un contexte jugé toujours incertain, les prévisions d'investissement à un an restent dégradées.

Les « premières tendances » au 1^{er} trimestre 2013 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Bilan macro-économique de La Réunion 2000-2010 : une crise conjoncturelle ou les limites d'un modèle de croissance ?



L'IEDOM, l'Insee et l'AFD ont réalisé dans le cadre du projet CEROM (Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer) un bilan macroéconomique de La Réunion entre 2000 et 2010. L'étude revient ainsi sur le rattrapage économique enregistré jusqu'en 2007, avec une économie portée par un boom de l'investissement sans précédent. Le coup d'arrêt marqué en 2008 est à la hauteur de la croissance qui l'a précédé. Le développement économique n'a pas permis de réduire les difficultés sociales. La crise que traverse La Réunion oblige à repenser le modèle économique. Cette crise résulte-t-elle de la conjoncture ou bien est-elle le révélateur des limites du modèle qui a porté l'économie de l'île sur la première partie de la décennie ?

L'étude est disponible sur le [site de CEROM](#).

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires dans les DOM d'avril 2013

L'IEDOM vient de publier le dernier observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM. L'observatoire d'avril 2013 montre que 49 % des tarifs moyens des services bancaires sont en baisse par rapport à l'observatoire d'octobre 2012, 18 % sont stables et 27 % en hausse. La baisse la plus significative concerne les frais pour un compte sans mouvement (par an), dont la moyenne passe de 19,27 à 17,52 euros (- 9,1 %). A l'inverse, la tarification de la carte VISA à débit immédiat augmente de 1,1 %, et s'établit en moyenne à 37,48 euros contre 37,31 euros en moyenne sur les 126 établissements de crédit du Comité consultatif du secteur financier en France métropolitaine (représentants 98,5% des parts de marché des comptes de particuliers).

Dans l'ensemble des DOM, 18 des tarifs moyens des services bancaires affichent une baisse et 10 sont en hausse. Les baisses les plus significatives portent sur l'opposition sur virement, qui est devenue gratuite et sur les frais pour un compte sans mouvement.

La publication est disponible sur [le site de l'IEDOM](#).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	129,4	+ 0,8 %	+ 2,2 %
	IPC France entière	127,4	+ 0,8 %	+ 1,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	21 582	+1,4 %	- 9,8 %
	En cumul (milliers d'euros)	66 088	-	- 5,8 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	701,2	-	- 1,0 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	50,2	-	+ 19,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	132 110	- 0,1 %	+ 8,1 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mars 2013	170 414	n.s.	+5,2 %
	Cumul 2012	cumul Mars	499 085	-	- 3,3 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Janvier 2013	71 800	- 6,8 %	- 3,5 %
	Cumul 2012	cumul Janv.	71 800	-	- 3,5 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Février 2013	1 063	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	cumul Fév.	3 774	-	n.s.
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Février 2013	8,0	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	cumul Fév.	59,2	-	n.s.
	Effectifs salariés du BTP	Février 2013	15 789	+ 2,5 %	- 7,2 %

Augmentation du nombre de projets de recrutement pour 2013

L'enquête « Besoins en main-d'œuvre » (BMO) réalisée par le Pôle Emploi et le Crédoc montre une hausse conjointe du nombre de projets de recrutement et du nombre des établissements envisageant ces recrutements. 18 900 recrutements sont envisagés par les employeurs réunionnais, ce qui correspond à une progression de 14 % par rapport à 2012 (+ 14,8 % en 2011). Une entreprise sur quatre songe embaucher au moins une personne en 2013, ce qui correspond à 5 800 employeurs potentiels.

Près des deux tiers des intentions d'embauches relèvent des activités de services, principalement les services aux particuliers (avec 21 % des projets). Viennent ensuite l'administration publique et l'enseignement (13 %), le secteur sanitaire et social (9 %), ainsi que les services scientifiques et techniques (9 %). Par métier, les postes de jardiniers salariés et paysagistes (12,6 % de l'ensemble des projets), et d'agents d'entretien (7,5 %) continuent d'être les professions les plus demandées. La construction concentre 17 % des projets de recrutement contre 12 % en 2011. Par ailleurs, 27 % des projets de recrutement sont jugés difficiles, contre 30 % en 2011.

Les employeurs ont répondu que la majorité des embauches prévues sont dues à un surcroît ponctuel d'activité (59 % des projets totaux). La part des créations de postes représente 21 % des projets et les remplacements de départs 14% des projets.

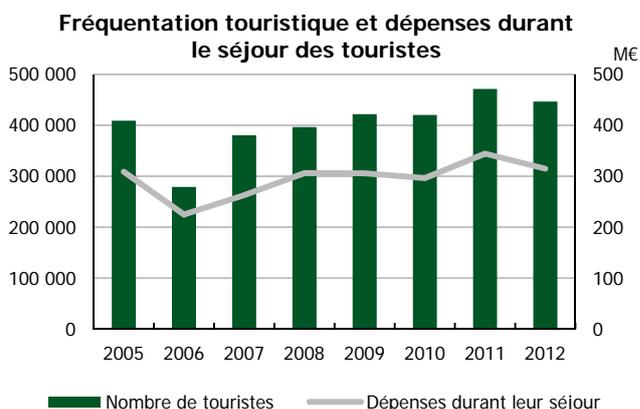
Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le [site de Pôle Emploi](#).

Hausse du nombre d'allocataires à la Caisse d'allocations familiales en 2012

En 2012, 229 835 personnes ont bénéficiées d'une aide de la Caisse d'allocations familiales (Caf) à La Réunion, soit une hausse de 1,4 % en un an (+2,5 % en 2011). Le montant total des allocations versés par la Caf s'élève à 1,6 milliard d'euros, en hausse de 3,1 % par rapport à 2011. Ces hausses proviennent principalement de l'arrivée de nouveaux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) : leur nombre progresse de 4,8 % à fin décembre 2012.

A La Réunion, la Caf enregistre ainsi 102 756 foyers bénéficiaires du RSA à fin décembre 2012, dont 80,3 % de ménages au sein desquels aucun membre de la famille n'exerce d'activité (RSA socle seulement). Parmi les foyers restant, un peu moins des deux tiers bénéficient uniquement du RSA activité, et le tiers restant est concerné par les deux types de prestations (l'un des membres de la famille exerce une activité mais les ressources du foyer restent inférieures au montant plafond forfaitaire). Au niveau national, le RSA est versé à 2,14 millions de foyers, soit 7,8 % des ménages, alors qu'à La Réunion plus d'un tiers des ménages est concerné, pour un montant total alloué au titre de ces prestations de 482,9 millions d'euros sur l'ensemble de l'année, un chiffre en progression de 7,4 %.

Ralentissement de la fréquentation touristique après une année record



La Réunion a accueilli 446 500 touristes non résidents en 2012, soit une baisse de 5,3 % en un an, après une année 2011 record pour la destination. Tous les types de clientèles sont touchés par cette contraction. La clientèle d'agrément subit néanmoins la plus forte diminution, avec une baisse de 8,7 % du nombre de touristes, alors qu'il progressait de 21,5 % en 2011. Avec 180 300 touristes, cette clientèle maintient un niveau de fréquentation proche de ceux enregistrés juste avant la crise du chikungunya qui a durement touché le secteur en 2006. Le nombre d'arrivées de touristes qui viennent rendre visite à leur famille ou à leurs amis recule légèrement (- 0,9 %).

Durant leur séjour, les touristes ont dépensé 314,8 millions d'euros sur le territoire réunionnais en 2012, une dépense globale en baisse de 8,5 % par rapport à 2011. Cette diminution provient d'une part du recul de la

fréquentation touristique et d'autre part de la baisse des dépenses moyennes par touriste de 3,6 %, retrouvant un niveau équivalent à celui observé entre 2006 et 2010, en moyenne.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Les émissions nettes de billets ont augmenté de 10,3 millions d'euros après +9,6 millions d'euros le mois précédent (soit +1,7 % après +1,6 % en mars). Elles s'établissent à 628,8 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance comparable : +1,6 % (après +1,5 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte, depuis la mise en circulation de l'Euro, atteint 11,4 millions au 30 avril ; 74 % d'entre eux sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets a évolué dans des proportions sensiblement identiques en nombre et en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'est appréciée de un euro au cours du 1^{er} trimestre, reste stable à 55,2 € au 30 avril 2013.

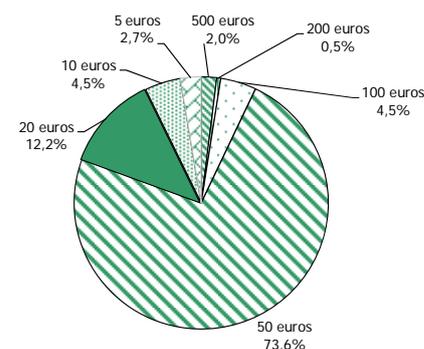
Emissions nettes cumulées de billet au 30 avril 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 avril 2013



Source : IEDOM

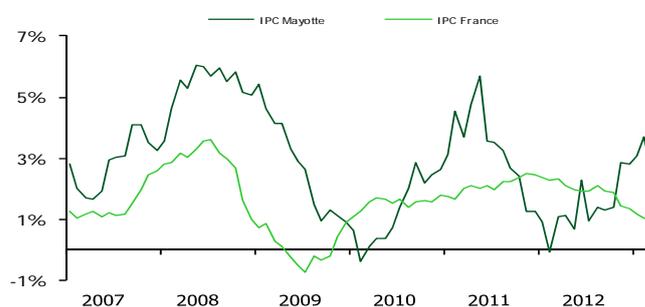
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Légère baisse de l'IPC en mars

L'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est contracté au cours du mois de mars 2013. Cette diminution est principalement imputable à la baisse des prix des services aux ménages (-1,2 %) et, en particulier, au recul des prix des transports et communication (-4,8 %). Le prix des produits manufacturés et de l'énergie diminuent plus légèrement (-0,1 %) tandis que ceux des produits alimentaires et boissons augmentent (+0,2 %).

En glissement annuel, l'IPC enregistre une croissance de 2,3 %, qui se ralentit sensiblement par rapport au mois de février (+3,7 %). L'inflation reste principalement alimentée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons (+5,6 %).

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Démarrage des négociations concernant le taux d'indexation et revalorisation des retraites

Les négociations concernant le taux d'indexation des salaires dans les fonctions publiques ont débuté à Paris le 24 avril 2013. Les différentes parties aux discussions ont échangé leurs propositions : le gouvernement préconise un taux d'indexation de 40 % échelonné sur 8 ans et l'intersyndicale mahoraise un taux de 115 %. D'autres mesures sont soumises à la négociation, parmi lesquelles, l'instauration de congés bonifiés, une indemnité forfaitaire pour les fonctionnaires restant plus de quatre ans sur l'île et la suppression du décret 96 relatif aux indemnités perçues pendant le séjour des fonctionnaires à Mayotte. Les négociations vont se poursuivre dans les semaines à venir jusqu'à la conclusion d'un accord.

Les retraites (pensions personnelles et de réversion) ont été revalorisées, comme en métropole, de 1,3 % à partir du 1^{er} avril 2013.

Mayotte poursuit sa préparation au statut de RUP

Le président du Conseil général (CG), Daniel ZAÏDANI, a présenté à la presse le 25 avril 2013 les propositions qu'il fera au gouvernement concernant le passage à la fiscalité de droit commun du 1^{er} janvier 2014. Parmi celles-ci figurent une compensation versée par l'Etat pour équilibrer les recettes de la Collectivité qui devraient se réduire avec la disparition des droits de douane et de la taxe à la consommation, la mise en place d'une commission spéciale chargée des dossiers fonciers et la régularisation foncière à titre gracieux par le CG en lieu et place de l'Etat pour certaines parcelles de la Zone des pas géométriques (ZPG), le paiement des impôts fonciers par les propriétaires et la réévaluation des dotations reversées aux collectivités.

Parallèlement, le CG et les acteurs concernés par l'accession au statut de Région ultrapériphérique (RUP) se sont rencontrés pour établir un projet de liste des produits qui pourraient être soumis à l'octroi de mer. Dans le même cadre, la Chambre de commerce et d'industrie de Mayotte (CCIM) a réuni les professionnels autour du thème « Incidences de la future fiscalité de l'octroi de mer ». Enfin, la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) a invité 158 professionnels du transport et leurs représentants pour leur présenter les évolutions réglementaires dans leur secteur et, en particulier, le décret « Paquet routier ».

Audience de la CRCM et réduction des délais de paiement public

L'audience solennelle de la Chambre régionale des comptes de Mayotte (CRCM), la 1^{ère} depuis la départementalisation, s'est tenue le 16 avril 2013. Les activités conduites par l'institution en 2012 et les finances des collectivités ont été présentées. Malgré la diminution du déficit cumulé de la section de fonctionnement du Département (-36 millions d'euros), qui est passé ainsi à 16,8 millions d'euros, la CRCM préconise le maintien des efforts budgétaires. En effet, neuf plans de redressement sont toujours en cours ; le Département, dix communes (sur 17) ainsi que trois syndicats restent sous contrôle budgétaire.

D'autre part, le 31 mars 2013, le décret relatif à la lutte contre les retards de paiement des collectivités publiques est paru au Journal officiel. Dorénavant, les collectivités et administrations publiques mahoraises devront régler leur facture dans un délai de 45 jours suivant leur commande ; le Centre hospitalier de Mayotte (CHM), les communes et syndicats disposeront de 50 jours pour le faire. Après le 31 décembre 2013, le délai de 30 jours devra être appliqué à Mayotte comme il l'est déjà en métropole.

L'environnement au cœur de l'actualité mahoraise

Lors de la semaine du développement durable (1^{er} au 5 avril), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a inauguré le lancement d'une campagne de communication pour le recyclage des Déchets d'équipement électrique ou électronique (DEEE). Eco-systèmes, un éco-organisme composé de 33 producteurs et distributeurs d'appareils ménagers, se chargera du recyclage des DEEE avec l'aide des communes et grâce au financement de l'éco-participation. Une nouvelle campagne de sensibilisation aura lieu lors de l'Aïd El-Fitr, période de renouvellement important de l'électroménager à Mayotte.

Le Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a également tenu le 23 avril un séminaire de restitution de la stratégie nationale de la biodiversité pour le développement durable de Mayotte. Un projet de stratégie biodiversité a été élaboré (il reste à finaliser et valider) et l'Appel de Maoré a été lancé en faveur d'une meilleure connaissance des enjeux de préservation de la biodiversité et de la mise en œuvre d'actions.

Par ailleurs, les Assises de la mer et du littoral ont eu lieu du 23 au 26 avril et ont notamment évoqué la « Protection et valorisation de l'environnement marin ». Une synthèse sera rédigée fin mai pour définir la future Stratégie nationale de la mer et du littoral (SNML).

Enfin, le mois d'avril a vu la publication de la carte géologique par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) qui permettra l'accompagnement des aménagements du territoire (recherche d'eau et de matériaux, risques naturels, etc.).

2 740 mineurs isolés à Mayotte en 2012 selon l'OMI

Le 1^{er} Comité de pilotage en 2013 de l'Observatoire des mineurs isolés (OMI) s'est tenu le 17 avril à la préfecture en Petite-Terre. Selon l'enquête conduite par le sociologue David GUYOT, qui actualisait le rapport élaboré en janvier 2012, 2 740 mineurs isolés ont été recensés à Mayotte sur la période janvier-novembre 2012. Si le nombre de mineurs est en baisse (2 922 sur les 11 premiers mois de 2011, soit -6,2 %) et dans une moindre situation d'isolement (274 mineurs en 2012 contre 555 en 2011), leur situation scolaire reste préoccupante : les mineurs non scolarisés augmentent entre les deux périodes (636 en 2012 contre 555 en 2011, soit +14,6 %). La réunion a également été l'occasion de faire le point sur les différentes actions réalisées depuis la création de l'OMI en octobre 2010.

Mise en circulation du nouveau billet de 5 € le 2 mai 2013

L'IEDOM démarre le 2 mai 2013 la mise en circulation du nouveau billet de 5 € de la série « Europe ». La distribution auprès du grand public sera assurée à partir de cette date par l'intermédiaire des guichets et de certains distributeurs de billets des établissements de crédits. Cette mise en circulation est simultanée dans l'ensemble de la zone euro.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	mars-13	116,6	-0,4%	2,3%	
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	janv.-13	9 761	13,7%	1,7%	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-12	26 913	-0,3%	39,2%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-12	314 750	9,4%	2,9%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-12	269	-55,7%	-48,2%
		cumulées	déc.-12	7 306	3,8%	12,2%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-12	1,00%	-1,25 pt	-1,68 pt
		cumulé	déc.-12	2,32%	-0,12 pt	0,19 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	mars-13	503	63,8%	52,0%
		cumulés	mars-13	1 301	-	33,3%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	mars-13	23 654	75,5%	2,5%
		cumulés	mars-13	61 777	-	-2,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	mars-13	25,1	17,6%	26,9%
	(départs)	cumulés	mars-13	73,3	-	-0,4%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	5 200	-39,7%	-37,3%
		cumulées	déc.-12	86 478	-	21,3%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-13	39 470	-0,1%	2,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	mars-13	64 392	-	4,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-13	10 059	5,9%	5,3%
		cumulée	mars-13	29 550	-	5,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-12	9,2	166,7%	-
		cumulées	déc.-12	67,4	-	103,5%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-12	71,4	165,3%	-
		cumulées	déc.-12	492,4	-	141,3%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Co de des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,50%	02/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

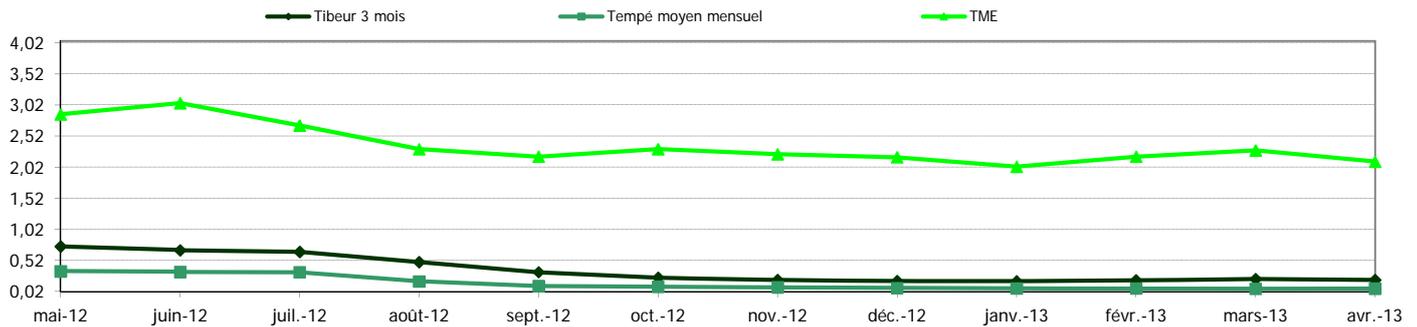
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Avril 2013)				
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0709%	0,0683%	0,0702%	0,8190%	0,1180%	0,2090%	0,3240%	0,5290%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril	
2,19%	2,29%	2,11%	1,90%	2,39%	2,49%	2,31%	2,10%	

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,29%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	16,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,48%	Découverts en compte (1)	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

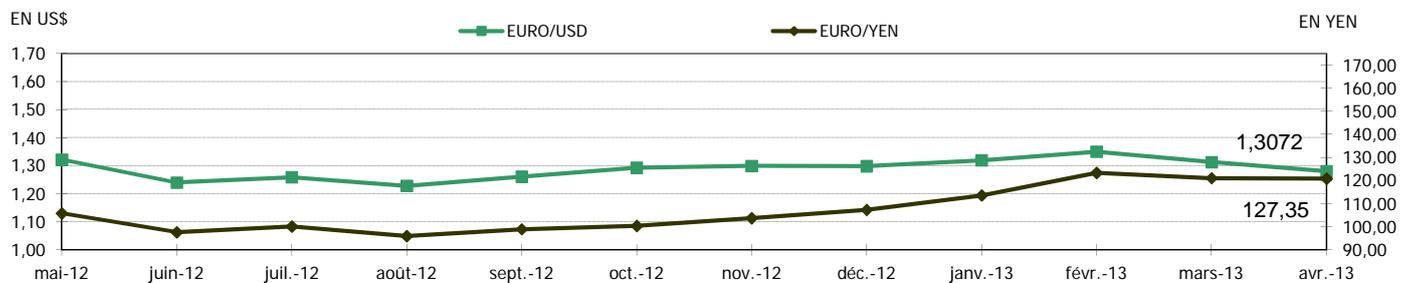
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3072	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,8045	EURO/SRD (Surinam)	4,3454
EURO/JPY (Japon)	127,3500	EURO/BWP (Botswana)	10,64080	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3571
EURO/CAD (Canada)	1,3213	EURO/SCR (Seychelles)	15,4470	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,153
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,84430	EURO/MUR (Maurice)	40,8863	EURO/BBB (La Barbade)	2,6336
EURO/SGD (Singapour)	1,6128	EURO/BRL (Brésil)	2,6236	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,45
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1452	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,2854	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2883,7706	EURO/XCD (Dominique)	3,5553	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 21 mai 2013 - Dépôt légal : mai 2013 - ISSN 1284-4438